

Les Intérêts et la Sottise

UN foyer d'incendie supplémentaire s'allume en Europe : M. Mussolini vient de faire occuper l'île de Corfou. L'assassinat de la mission militaire italienne en Albanie par une bande de brigands plus ou moins macédoniens sert de prétexte à cette explosion d'impérialisme à la Crispi. Depuis longtemps d'ailleurs, l'Italie guignait cette position stratégique de premier ordre, la porte d'entrée et de sortie de l'Adriatique, dont elle tient maintenant avec Trieste les points les plus importants. Soulignons surtout cette première expansion du fascisme dans la politique extérieure de l'Italie et remarquons que les procédés de violence que M. Mussolini emploie vis-à-vis des petites nations voisines pour réaliser son grand projet — l'Adriatique mer italienne — sont en tous points semblables à ceux dont il s'est servi pour imposer à l'Italie sa politique intérieure. L'inutile bombardement de Corfou par la flotte italienne, exploit d'une lâcheté remarquable, prouve d'une façon suffisante cette volonté déterminée — qui nous semble une des caractéristiques du fascisme italien, de la violence pour la violence. L'Europe civilisée qui s'encolère si facilement lorsque les bolcheviks exécutent leurs espions s'est bien gardée d'élever la moindre protestation contre d'aussi sauvages représailles. Mais les seuls barbares européens officiels ne sont-ils pas précisément ceux qui vivent en paix avec les vingt-trois et quelques républiques indépendantes qui avoisinent l'immense et puissante Russie rouge ?



LE tragique et le comique alternent dans cette affaire. La Grèce joue à l'Europe le tour pendable de saisir la Société des Nations, gravement réunie à Genève, du coup de force de l'Italie. La Société des Nations, cette trouvaille de la démocratie, dont on agit d'une façon si bouffonne la toute-puissance auprès des foules dociles et béates, n'existe précisément que pour trancher de pareils conflits. Mais il ne manque hélas, à ce chimérique tribunal suprême que la volonté d'accomplir son rôle. Chacun des juges sait parfaitement que sa mission consiste à prononcer pour la galerie de graves truismes suffisamment éloquentes pour les dispenser de recourir à d'impossibles sanctions. On peut sans peine concevoir l'étonnement navré avec lequel la Société des Nations reçut l'appel de la Grèce. Son premier acte fut de s'ajourner ; son second de réclamer un supplément d'enquête. Cependant que très habilement, M. Poincaré agissant en comparse, déclarait la Conférence des Ambassadeurs saisie du conflit, on ne sait pourquoi, comment et par qui. Dès lors, c'est un jeu d'enfants d'embrouiller les notes, les requêtes, les appels, d'enchevêtrer les réponses, les votes, les enquêtes, jusqu'à ce que personne n'y comprenant plus rien, on ne remise l'affaire dans les beaux cartons verts d'où elle ne sortira plus tant qu'il y aura au monde une Société des Nations et une Conférence des Ambassadeurs.



ET l'Italie restera à Corfou jusqu'au règlement du prochain bouleversement capitaliste. M. Mussolini a d'ailleurs beau jeu. Que fait-il d'autre à Corfou, en effet, que M. Poincaré n'ait fait dans la Ruhr : « J'ai pris un gage, a-t-il dit au correspondant du Daily Mail, et je le conserverai jusqu'à ce que la Grèce paye. Si la

Grèce ne paye pas, je resterai indéfiniment à Corfou qui fut vénitienne, il y a un siècle. Quant à la Société des Nations, je la respecte infiniment, mais je l'emm... » (Ces quatre derniers mots n'ont pas été reproduits par le rédacteur du Daily Mail qui a le souci des convenances.) Voilà certes de quoi scandaliser et M. Herriot et M. Léon Blum. Mais, vrai, ils ont bien là ce qu'ils méritent.



QUI pourra maintenant soutenir sérieusement la thèse que le conflit de la Ruhr doit être arbitré par la Société des Nations ? Les démocrates allemands eux-mêmes semblent renoncer à cette douce chimère. M. Stresemann ne se fait là-dessus aucune illusion et il préfère préparer dans la coulisse une capitulation plus ou moins totale. Son récent discours de Stuttgart est assez significatif.

« L'Allemagne, a-t-il dit, a besoin d'un moratoire pour ses prestations, afin de pouvoir tenir ses engagements de réparations. En ce qui concerne le service des intérêts, la capitalisation de ceux-ci n'est possible que par la voie d'un emprunt international, que garantiraient les gages productifs allemands. L'Allemagne, dans sa décadence économique, n'est guère en état d'obtenir un emprunt de ce genre d'un montant appréciable. C'est seulement lorsque le monde se sera convaincu que la cessation du conflit de la Ruhr inaugurerait une nouvelle ère pacifique que les Alliés pourront résoudre, de concert avec l'Allemagne, la question d'un emprunt. »

Que penser à travers ces paroles à peine déguisées d'un gouvernement à tel point dégradé ? Il fallait à l'Allemagne l'expérience Hilferding-Stresemann pour connaître les bornes de l'ignominie d'une bourgeoisie historiquement morte. L'incapacité des gouvernements européens à régler les problèmes de l'après-guerre apparaît actuellement certaine. Nulle part elle n'est plus frappante qu'en Allemagne. La décomposition sociale de la bourgeoisie allemande antinationale, puisque capitaliste, s'accélère avec une intensité chaque jour accrue. Ce pays, industriellement un des plus riches du monde est maintenant celui où la misère des neuf-dixièmes de la population est la plus terrible. Et ce dernier ministère bourgeois, pour que dure quand même le régime, ne trouve rien d'autres à proposer à l'Allemagne que de devenir entre les mains du capitalisme international une seconde Autriche. La révolution communiste parviendra-t-elle à réveiller les masses de la torpeur dans laquelle la faim les plonge et à parer après l'émeute pour le pain, à ce second danger plus terrible encore : l'agonie passive.



LA Foire continue. Après Molière, et Pascal, c'est au tour de Renan, d'être célébré par le gouvernement de la République. « Rayonnement de l'esprit français sur le monde », « union sacrée dans la commémoration des grands hommes »... en voulez-vous des centenaires ?

Jamais, depuis la guerre, on n'aura tant parlé, si platement et si mensongèrement, en plus pure éloquence de comices agricoles, de « nos gloires nationales ». La rhétorique républicaine et patriotique, seul support idéologique du régime, se fait de jour en jour plus basse et plus banale.